

Une commission spéciale jugera les agitateurs

Elle aura le pouvoir de déporter les chefs arrêtés à Winnipeg et internés au pénitencier de Stony Mountain — Pas de cautionnement et pas de cour civile — Les employés de chemins de fer se préparent à revenir au travail — Agitation pour faire libérer les prisonniers — Menace de grève générale.

Winnipeg, 19. — Tout l'intérêt dans Winnipeg est concentré sur les prisonniers qui ont été arrêtés, hier, et qui ont été internés au pénitencier de Stony Mountain. On dit que leur procès sera fait par une commission spéciale d'enquête, en vertu de la loi de l'immigration, et qu'il aura lieu demain, si les membres de cette commission, qui sont en route pour Winnipeg, ont le temps d'arriver aujourd'hui.

On dit que trois des membres de cette commission viennent d'Ottawa, tandis que les trois autres seront choisis à Winnipeg. Les trois membres de Winnipeg seront probablement le colonel Stearns, le commissaire A. Perry et Thos Jolley, commissaire de l'immigration pour le Manitoba.

En vertu de l'arrêté ministériel tel qu'amendé, a dit M. A. J. Andrews, le substitut du procureur général, la commission aura le pouvoir de déporter les prisonniers. Si on ne peut les déporter en vertu de cet amendement, on pourra le faire en vertu du code criminel. La commission ne considérera peut-être pas les accusations assez graves pour encourir la déportation immédiate ; dans ce dernier cas, on procédera immédiatement. Aucun de ces prisonniers sera mis en liberté sous caution, et ils ne subiront pas leur procès devant une cour civile.

Pour la première fois depuis cinq semaines, quelques tramways de Winnipeg ont pu faire leur service. Quelques employés, répondant à l'ultimatum du gérant, A. W. McLimont, publié hier, se sont rendus au travail.

En dépit de la présence des piquets de grévistes aux hangars de la rue principale, il n'y a eu aucun trouble lorsque les tramways sont sortis. Le service se fera probablement sur une plus large échelle, demain.

Les employés de tramways ont envoyé une communication officielle au comité de la grève pour lui demander de régler la grève de sympathie, parce qu'ils croient que le principe de négociations collectives, pour les métallurgistes, a été reconnu par leurs patrons dans une déclaration officielle qui a été publiée, lundi, et qui a été appuyée par l'exécutif de la Fraternité des Employés de chemins de fer et par M. Gideon Robertson, ministre du Travail.

Les employés des trains du Pacifique Canadien ont fait savoir qu'ils agiraient comme bon leur semblerait si la grève continuait. Les employés du chemin de fer national demandent au comité de la grève de leur permettre de retourner au travail, mais ils ne disent pas quelle attitude ils entendent prendre.

UN QUATRIEME POINT.

Les trains d'excursion du Pacifique-Canadien aux endroits de villégiature près de Winnipeg ont recommencé leur service. Aucun autre chauffeur, mécanicien ou aiguilleur ne s'est mis en grève de sorte que les hauts fonctionnaires de la compagnie disent que la circulation des trains est normale.

Au début du chômage, le comité de la grève avait posé trois principes qui devaient être reconnus par les patrons avant que la grève se terminât. Ce sont les négociations collectives, le droit à un salaire juste, et le droit de s'unir. Un quatrième point a été ajouté, d'après le bulletin de la grève, c'est la libération des prisonniers. Les orateurs dans les réunions tenues hier ont demandé une grève générale dans tout le Dominion pour forcer les autorités à libérer les prisonniers.

Pour la première fois depuis les émeutes, des soldats servant d'agents dirigeaient la circulation. Il n'y a eu aucun désordre.

Les citoyens de Winnipeg ont été un peu surpris dans l'avant-midi,

dé voir les tramways s'arrêter, quelque temps après que le service eût repris. Cet arrêt était causé par une défectuosité dans les fils électriques. Le service a repris quelques minutes après.

A la clôture du congrès des méthodistes du Manitoba on a décidé d'avertir le révérend Ivans, pasteur de la Labor Church, qui était l'un des chefs de la grève et qui a été arrêté à Winnipeg, qu'il ne pouvait dorénavant prêcher comme ministre de l'église méthodiste. On a donné pour raison que c'était à cause de son refus de travailler au ministère méthodiste.

Un journal du soir dit que les onze chefs ouvriers qui ont été arrêtés seront déportés sans aucune forme de procès et que leur famille sera déportée après eux ou en même temps. Les déportations se feront en vertu de la loi de l'immigration telle qu'amendée, par laquelle tous les citoyens, y compris les sujets britanniques, qui conspirent pour renverser le gouvernement établi, par les moyens violents, peuvent être déportés dans leur pays natal, pourvu que les officiers du département de la Justice les trouvent suffisamment coupables.

On dit que dans le cas des onze chefs les papiers qui ont été trouvés dans le Temple du Travail sont des documents qui suffisent à prouver que ces gens fomentaient une conspiration bolcheviste.

Le "Labor News" publie une résolution que quatre à cinq mille soldats de retour du front ont adoptée, hier soir, à la pluie, dans le parc Victoria. Ces soldats ont protesté contre l'arrestation d'un des leurs, Bray, qui a été interné dans le pénitencier de Stony Mountain, ce qui est contraire à la justice et aux principes du gouvernement démocratique, disent-ils.

REQUETE EN FAVEUR D'UNE GREVE GENERALE

Vancouver, 19. — Le "Daily Province" a publié une édition, aujourd'hui. Il n'a pas paru hier, à cause de la grève des typos qui ont refusé de travailler plutôt que de composer un article des soldats de retour critiquant la grève. Leurs chefs leur ont donné ordre de retourner au travail, ce qu'ils ont fait.

Les imprimeurs du "Morning Sun" sont revenus au travail, aujourd'hui.

Au cas où les démarches faites jusqu'ici ne réussiraient pas à libérer les prisonniers de Stony Mountain, on adressera une requête au Congrès des Métiers pour faire déclarer une grève générale par tout le Canada. Si le Congrès refuse, les différentes unions locales verront à changer le présent exécutif du Congrès.

Vancouver entre dans sa troisième semaine de grève. Les magasins de détail commencent à s'apercevoir que s'il y a beaucoup de grévistes, il y a aussi beaucoup de sans-argent. Les marchands ont décidé de ne faire crédit à aucun gréviste. Les marchands disent que la vente des articles pour femmes et enfants est tombée de 60 pour cent.

LA GREVE A NEW-WESTMINSTER

New-Westminster, Colombie-Anglaise, 19. — Les tramways de New-Westminster et du réseau inter-urbain de Vancouver à Westminster ne marchent pas encore cet après-midi. Les employés de tramways ont obéi à l'ordre de se mettre en grève qui a été exécuté à 1 heure hier. Les imprimeurs et les employés des postes ont continué à travailler.

Le comité général de la grève déclare que cette grève est faite dans le but de protester contre l'arrestation des chefs de Winnipeg. Les commis-détaillants et les distributeurs de lait et de pain sont exemptés de la grève. Tous les réseaux de la banlieue de Winnipeg se trouvent affectés par cette grève, excepté celui de la vallée Fraser.